



Message 2022-DICS-34

28 juin 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel pour la mise en œuvre du projet d'harmonisation des systèmes d'information pour l'administration des écoles

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel d'un montant de 3 438 000 francs pour la mise en œuvre du projet d'harmonisation des systèmes d'informations pour l'administration des écoles (HAE).

Ce rapport comprend les points suivants:

1. Introduction	1
2. Résumé de l'état des lieux du projet HAE	1
3. Crédit d'engagement additionnel	2
4. Planification révisée	2
5. Conclusion	3

1. Introduction

Par décret du 20 mars 2012 (BGC p. 473-482), le Grand Conseil a voté l'octroi d'un crédit d'engagement de 15 960 000 francs pour couvrir les coûts uniques de la mise en œuvre du projet d'harmonisation des systèmes d'information pour l'administration des écoles (ci-après: HAE).

Lors du traitement de cet objet par le Conseil d'Etat, il a été proposé qu'un rapport intermédiaire soit présenté au Grand Conseil au terme de chacune des trois grandes phases du projet (lots) afin de s'assurer que le projet se déroule en conformité avec le périmètre organisationnel et budgétaire décrit dans le message N° 289 du 16 novembre 2011 du Conseil d'Etat au Grand Conseil.

Le rapport concernant le bilan du Lot-1 (2015-DICS-66) a été transmis au Grand Conseil le 7 décembre 2015. Il indiquait un retard dans l'exécution du projet, tout en mentionnant que le budget et la planification des dépenses à cette date étaient respectés.

Le rapport concernant le bilan du Lot-2 (2019-DICS-25) a été transmis au Grand Conseil le 20 mai 2019. Il indiquait que la fin du projet serait reportée à 2021. Le budget et sa planification restaient circonscrits dans la limite des 15 960 000 francs.

Lors du Comité de pilotage HAE du 31 mars 2021, un constat de probable dépassement du crédit d'engagement de près de 3 millions de francs et la prolongation du projet, jusqu'à fin 2025, sont annoncés. Le 7 septembre 2021, le Comité de pilotage HAE informe la Commission des finances et de gestion (CFG) du Grand Conseil. Le 14 février 2022, l'Inspection des finances (IF) délivre un audit sur la gestion et les finances du programme HAE.

2. Résumé de l'état des lieux du projet HAE

Les réalisations du projet HAE sont les suivantes:

- > Gestion administrative des écoles du degré secondaire supérieur (HAE Escada)
- > Gestion administrative des écoles du degrés primaire (HAE Primeo)
- > Constitution des référentiels et mise en place d'outils transverses (HAE Référentiels)
- > Gestion des enseignants et des remplacements (HAE ENS)
- > Intégration des données du secondaire 1 (Intégrations S1)
- > Gestion administrative de la Haute Ecole pédagogique (HAE HEP)
- > Pilotage institutionnel (HAE Pilotage)
- > Projet de Plateforme collaborative
- > Mesures de soutien (HAE MDS, appelé «mesures d'appui» dans le message N° 289)

Les projets suivants sont en cours de réalisation:

- > Gestion administrative des établissements et du Service de la formation professionnelle (HAE S2p)

Les projets suivants sont à réaliser:

- > Gestion du portfolio de l'enseignants (HAE Portfolio)
- > Gestion administrative du Conservatoire de Fribourg (HAE COF)

Les étapes terminées permettent aujourd'hui de déployer de manière transversale des outils sur l'ensemble du système éducatif fribourgeois. Elles offrent un système de statistique et de pilotage cantonal avec des données immédiatement à jour, notamment sur les effectifs ou les données des élèves et du corps enseignant. La gestion des mesures de soutien (HAE MDS) ou la gestion des enseignant-e-s et de leurs remplacements (HAE ENS) s'appuient particulièrement sur la transversalité et le partage des données de l'ensemble des degrés scolaires.

Lors de la crise COVID19, la cantonalisation des données a permis de mettre en œuvre en quelques jours seulement une solution moderne et efficace de gestion de collaboration et de communication (solution Microsoft 365) pour l'ensemble des élèves et du corps professoral des écoles fribourgeoises, tout en garantissant la maîtrise des coûts, de la sécurité informatique et de la protection des données.

La gestion cantonale des identités et des rôles a également largement facilité l'interconnexion rapide avec le système de gestion des accès intercantonal sécurisé «Edulog».

3. Crédit d'engagement additionnel

Le dépassement du crédit d'engagement est essentiellement imputable aux évolutions technologiques et aux processus d'appels d'offres publics (AOP), notamment un recours sur une adjudication de gré à gré suivie d'un appel d'offre public qui n'a pas reçu d'offre conforme aux exigences. Par ailleurs, l'existence sur le marché d'un seul soumissionnaire ayant démontré une expérience de solution cantonale et des projets réussis dans le domaine concerné limite fortement le choix de l'Etat. De fait, un contrat a été attribué de gré à gré à ce fournisseur, et un autre l'a été dans le cadre d'un appel d'offres public pour lequel cette entreprise a été la seule à avoir soumis une offre.

Enfin, les coûts des projets ont été estimés en 2011 et ne correspondent pas à la réalité de 2022. La numérisation croissante de la société induit une pression positive en faveur d'outils intégrés, accessibles de partout, aux temps de réponse minimaux, et avec une ergonomie et une simplicité d'utilisation exigeantes. Par voie de conséquence, les technologies ont fortement évolué et sont sans rapport avec celles envisagées en 2011. Les méthodologies de gestion de projet ont subi également de fortes transformations. Les fonctionnalités attendues d'un système sont d'une plus grande complexité et le nombre de systèmes à intégrer augmente. Les exigences en

termes de sécurité informatique et de protection des données personnelles sont également sans commune mesure avec celles du monde informatique en 2011.

L'adjudication des appels d'offres en fin 2020 a révélé que les montants proposés par les marchés sont supérieurs à ceux estimés dans le message N° 289.

Dès la seconde moitié de l'année 2023 et jusqu'à la fin de l'année 2025, un montant supplémentaire de 3,438 millions de francs sera nécessaire pour permettre au projet HAE d'aboutir et d'atteindre l'ensemble des objectifs définis par le message N° 289. Ces coûts additionnels concernent du développement informatique et du paramétrage.

Le tableau ci-dessous résume les sommes consommées aux lots 1 et 2, ainsi que le montant prévu pour terminer la réalisation du lot 3.

Tableau résumé	Consommation et prévisions en fin 2018	Consommation et prévisions en février 2022
Lots	Montants	Montants
Lot-1 – consommé	6 928 766	6 928 766
Lot-2 – consommé	3 754 683	3 754 683
Lot-3 – prévision	5 276 551	8 714 551
Total	15 960 000	19 398 000

Un audit est effectué à la fin de chaque lot par l'Inspection des finances. En l'occurrence, afin de s'assurer de la bonne gestion financière dans le cadre de la demande de crédit additionnel, un audit a également été réalisé en février 2022.

4. Planification révisée

Le tableau ci-dessous reprend la planification du message N° 289 et la compare avec la planification effective des projets ou les prévisions actualisées en 2022.

Le tableau ne reprend que les coûts des projets selon le message N° 289. Les coûts de fonctionnement n'y sont pas mentionnés. En tenant compte de l'augmentation du coût total du projet HAE, ceux-ci restent inférieurs aux estimations de 2012.

De plus, ces coûts sont maintenant partie intégrante de la nouvelle structure organisationnelle et financière mise en place par la Délégation du Conseil d'Etat en matière de digitalisation et de systèmes d'information (ordonnance RSF 122.96.11). Une fois le projet HAE achevé, l'Etat devra pérenniser les ressources nécessaires au fonctionnement du système d'information du système éducatif, comme exigé par le message N° 289. L'ordonnance précitée réglera ensuite de manière permanente le fonctionnement du système d'information des écoles et des solutions déployées dans le cadre HAE.

Selon Message 289			Lot de base					Lot-2			Lot-3						
Segment d'enseign.	Nom du projet		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
HAE - lot de base	Transverse	Appel d'offre public	■														
	Transverse	Référentiel	■					■									
	Sec-2 académique	Implémentation solution cantonale		■													
	Transverse	Remplacement des enseignants			■					■							
	Primaire	Solution web simplifiée			■												
	Sec-1	Interfaces logiciels sur référentiels			■						■						
	Transverse	Composants techiques de base	■														
	Sec-2 professionnel	Upgrade GFA / iGestion	■														
HAE- 2	COF	Implémentation nouvelle solution			■												
	HEP	Implémentation nouvelle solution			■												
	Transverse	Pilotage				■											
	Transverse	Mesure d'appui			■												
HAE- 3	Sec-2 professionnel	Implémentation solution cantonale						■									
	Primaire	Fonctionnalités additionnelles				■											
	Transverse	Absences						■									
	Transverse	Indemnités / frais + portfolio							■								

- Planification initiale en 2011
- Réalisation effective
- Prévision de réalisation

Rapport "HAE lot-2"

¹ Projet renommé "Gestion des enseignants et des remplacements".

² Les interfaces seront réalisées dans le cadre du projet "S1", qui est lui-même hors du périmètre de HAE.

³ Projet renommé en "Mesures de soutien" en 2015.

⁴ Terminé, déjà réalisé dans le cadre du projet "Primeo" en 2015.

⁵ Réalisé dans le cadre du projet "Enseignants".

⁶ Uniquement "portfolio des enseignants". La partie "Indemnités / frais" est obsolète et ne sera pas réalisée.

5. Conclusion

L'aboutissement du projet d'harmonisation des systèmes d'information pour l'administration des écoles répond à une nécessité reconnue par les Autorités, notamment pour diminuer la charge administrative des établissements scolaires, faciliter le partage des dossiers, simplifier le pilotage du système éducatif fribourgeois, garantir la sécurité des systèmes informatiques de gestion d'écoles, garantir la protection des données des élèves et des enseignant-e-s, et ouvrir la voie aux fonctionnalités de cyberadministration. Il est un composant essentiel de la mise en œuvre de la stratégie d'éducation dans un monde numérique.

D'une manière générale, il augmente notablement la réactivité de l'Etat et du système éducatif face aux nombreux défis et crises de notre époque.

En proposant dès le départ des référentiels de données centralisés et une architecture minimisant le nombre de solutions informatiques, le projet est *de facto* aligné sur la stratégie de l'Etat en termes de rationalisation et d'harmonisation des systèmes d'informations.

Ainsi, le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'un crédit additionnel d'un montant total de 3 438 000 francs. Ce montant représente un dépassement nominal de 21,5% par rapport aux estimations datant de novembre 2011.

Le décret proposé n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il ne pose pas de problème sous l'angle de la conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

Ce décret n'est pas soumis au référendum financier.

En conséquence le Conseil d'Etat vous demande d'adopter le présent projet de décret.



Botschaft 2022-DICS-34

28. Juni 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit für die Umsetzung des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme

Wir unterbreiten Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit in Höhe von 3 438 000 Franken für die Umsetzung des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme (HAE).

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einleitung	4
2. Zusammenfassung des Stands des HAE-Projekts	4
3. Zusätzlicher Verpflichtungskredit	5
4. Angepasste Planung	5
5. Schlussbemerkungen	6

1. Einleitung

Im Jahr 2012 genehmigte der Grosse Rat per Dekret vom 20. März 2012 (TGR S. 473-482) einen Verpflichtungskredit in Höhe von 15 960 000 Franken für die Umsetzung des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme (HAE).

Bei der Behandlung dieses Geschäfts durch den Staatsrat wurde vorgeschlagen, dem Grossen Rat jeweils am Ende der drei grossen Programmteile (Lose) einen Zwischenbericht vorzulegen. Damit soll sichergestellt werden, dass das Projekt entsprechend den organisatorischen und finanziellen Rahmenbedingungen abläuft, die in der Botschaft Nr. 289 vom 16. November 2011 des Staatsrats an den Grossen Rat festgelegt sind.

Der Bericht über die Umsetzung des 1. Programmteils (1. Los, 2015-DICS-66) wurde dem Grossen Rat am 7. Dezember 2015 vorgelegt. Er wies darauf hin, dass sich die Umsetzung des Projekts verzögert habe, erwähnte jedoch, dass das Budget und die Ausgabenplanung bis zu diesem Zeitpunkt eingehalten worden sind.

Der Bericht über die Umsetzung des 2. Programmteils (2. Los, 2019-DICS-25) wurde dem Grossen Rat am 20. Mai 2019 unterbreitet. Darin wurde darauf hingewiesen, dass das Ende des Projekts auf 2021 verschoben würde. Das Budget und dessen Planung blieben innerhalb der festgelegten Limite von 15 960 000 Franken.

Bei der Sitzung des HAE-Steuerungsausschusses am 31. März 2021 wurde jedoch festgestellt, dass der Verpflichtungskredit vermutlich um fast 3 Millionen Franken überschritten wird und der Abschluss des Projekts auf Ende 2025 verschoben werden sollte. Am 7. September 2021 informiert der HAE-Steuerungsausschuss die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission (FGK) des Grossen Rates. Am 14. Februar 2022 führte das Finanzinspektorat (FI) ein Audit über die Verwaltung und die Finanzen des HAE-Programms durch.

2. Zusammenfassung des Stands des HAE-Projekts

Das HAE-Projekt kann bisher folgende Errungenschaften vorweisen:

- > Administrative Verwaltung der Schulen der Sekundarstufe 2 (HAE Escada)
- > Administrative Verwaltung der Primarschulen (HAE Primeo)
- > Bildung von Bezugssystemen und Einrichtung von Schnittstellen (HAE Référentiels)
- > Personalverwaltung und Verwaltung der Lehrpersonenstellvertretung (HAE ENS)
- > Integration der Daten der Sekundarstufe 1 (Integration S1)
- > Administrative Verwaltung der Pädagogischen Hochschule (HAE HEP)
- > Institutionelle Steuerung «Pilotage» (HAE Pilotage)
- > Projekt Zusammenarbeitsplattform
- > Unterstützungsmassnahmen (HAE MDS)

Folgende Projekte sind in Arbeit:

- > Administrative Verwaltung der Schulen und des Amts für Berufsbildung (HAE S2p)

Folgende Projekte sind noch umzusetzen:

- > Verwaltung des Portfolios der Lehrpersonen (HAE Portfolio)
- > Administrative Verwaltung des Konservatoriums Freiburg (HAE COF)

Die abgeschlossenen Etappen ermöglichen nun die bereichsübergreifende Einführung von Instrumenten im gesamten Freiburger Bildungssystem. Sie bieten ein kantonales Statistik- und Steuerungssystem mit sofort aktualisierten Daten, namentlich zu den Schüler- und Klassenbeständen oder den Daten von Schülerinnen und Schülern und Lehrpersonen. Die Verwaltung der Unterstützungsmassnahmen (HAE MDS) oder die Verwaltung der Lehrpersonen und ihrer Stellvertretungen (HAE ENS) basieren insbesondere auf der fachübergreifenden Nutzung und dem Austausch von Daten aus allen Schulstufen.

Während der Covid-19-Krise konnte dank der Kantonalisierung der Daten in nur wenigen Tagen eine moderne und effiziente Lösung für die Zusammenarbeit und Kommunikation (Microsoft 365-Lösung) für alle Schülerinnen und Schüler und die Lehrpersonen der Freiburger Schulen implementiert werden, wobei die Kostenkontrolle, die IT-Sicherheit und der Datenschutz gewährleistet waren.

Die kantonale Identitäts-Management-Lösung hat zudem die schnelle Vernetzung mit dem sicheren interkantonalen Zugriffsverwaltungssystem «Edulog» wesentlich erleichtert.

3. Zusätzlicher Verpflichtungskredit

Die Überschreitung des Verpflichtungskredits ist hauptsächlich auf Entwicklungen im technologischen Bereich und auf die Verfahren des öffentlichen Beschaffungswesens zurückzuführen, insbesondere auf eine Vergabe im freihändigen Verfahren mit anschliessender öffentlicher Ausschreibung, bei der kein den Anforderungen entsprechendes Angebot eingereicht wurde. Darüber hinaus schränkt die Existenz eines einzigen Marktanbieters, der Erfahrung mit einer kantonalen Lösung und erfolgreiche Projekte in dem betreffenden Bereich nachweisen kann, die Wahl des Staates stark ein. Tatsächlich wurde diesem Anbieter ein freihändiger Auftrag erteilt, und ein weiterer Auftrag wurde im Rahmen einer öffentlichen Ausschreibung vergeben, für die dieses Unternehmen als einziges ein Angebot eingereicht hatte.

Und schliesslich ist anzumerken, dass die Kosten der Projekte 2011 geschätzt wurden und nicht der Realität im Jahr 2022 entsprechen. Die zunehmende Digitalisierung der Gesellschaft begünstigt die Entwicklung hin zu integrierten Tools, die von überall aus zugänglich sind, minimale Reaktionszeiten

haben und hohe Ansprüche in Sachen Ergonomie und Benutzerfreundlichkeit erfüllen. Daher hat sich die Technologie stark weiterentwickelt und steht in keinem Verhältnis zu der im Jahr 2011 geplanten Technologie. Auch die Methoden des Projektmanagements haben sich stark gewandelt. Die von einem System erwarteten Funktionen sind komplexer und die Anzahl der zu integrierenden Systeme steigt. Auch die Anforderungen an die IT-Sicherheit und den Schutz von Personendaten sind mit denen der IT-Welt im Jahr 2011 nicht zu vergleichen.

Die Vergabe der Ausschreibungen Ende 2020 ergab, dass die von den Märkten angebotenen Beträge höher waren als die in Botschaft 289 geschätzten.

Ab der zweiten Hälfte des Jahres 2023 bis Ende 2025 werden zusätzliche Mittel in Höhe von 3.438 Millionen Franken benötigt, damit das HAE-Projekt erfolgreich abgeschlossen werden kann und alle in der Botschaft Nr. 289 festgelegten Ziele erreicht werden. Diese zusätzlichen Ausgaben beziehen sich auf die IT-Entwicklung und die Parametrisierung.

Die folgende Tabelle fasst die im 1. und 2. Programmteil verbrauchten Beträge sowie den veranschlagten Betrag für die Fertigstellung des 3. Programmteils zusammen.

Übersichtstabelle	Verbrauch und Prognose Ende 2018	Verbrauch und Prognose im Februar 2022
Programmteile	Beträge	Beträge
1. Programmteil – verbraucht	6 928 766	6 928 766
2. Programmteil – verbraucht	3 754 683	3 754 683
3. Programmteil – prognostiziert	5 276 551	8 714 551
Total	15 960 000	19 398 000

Am Ende jedes Loses führt das Finanzinspektorat ein Audit durch. Um die gute Finanzführung im Zusammenhang mit dem Antrag auf einen Zusatzkredit zu prüfen, wurde bei dieser Gelegenheit im Februar 2022 ebenfalls ein Audit durchgeführt.

4. Angepasste Planung

Die folgende Tabelle enthält die Planung der Botschaft 289 und vergleicht sie mit der effektiven Projektplanung oder den im Jahr 2022 aktualisierten Prognosen.

In der Tabelle sind nur die Kosten für Projekte gemäss der Botschaft Nr. 289 aufgeführt. Die Betriebskosten werden darin nicht erwähnt. Auch wenn man die gestiegenen Gesamtkosten des HAE-Projekts betrachtet, liegen diese immer noch unter den Schätzungen von 2012.

Zudem sind diese Kosten nun Bestandteil der neuen Organisations- und Finanzstruktur, die von der Delegation des Staatsrats für die Digitalisierung und die Informations-

systeme (DIS) eingeführt wurde (Verordnung SGF 122.96.11). Sobald das HAE-Projekt abgeschlossen ist, muss der Staat die für den Betrieb des Informationssystems für den Bildungsbereich erforderlichen Ressourcen dauerhaft bereitstellen, wie in der Botschaft Nr. 289 verlangt wurde. Die oben genannte Verordnung wird dann den Betrieb des Schulverwaltungs-Informationssystems und der im Rahmen des HAE-Projekts entwickelten Lösungen dauerhaft regeln.

len, wie in der Botschaft Nr. 289 verlangt wurde. Die oben genannte Verordnung wird dann den Betrieb des Schulverwaltungs-Informationssystems und der im Rahmen des HAE-Projekts entwickelten Lösungen dauerhaft regeln.

Gemäss Botschaft Nr. 289			Basis-Los					2. Los			3. Los						
Unterrichtsbereich	Name des Projekts		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
HAE - Basis-Los	Übergreifend	Öffentliche Ausschreibung	■														
	Übergreifend	Datenbank	■		■			■									
	Sek-2 allgemeinbildend	Implementierung kantonale Lösung		■	■		■										
	Übergreifend	Lehrpersonenstellvertretung			■				■								
	Primarstufe	Vereinfachten Web-Lösung			■		■										
	Sek-1	Programmschnittstelle zu Datenbanken			■				■								
	Übergreifend	Technische Basiskomponenten	■		■												
	Sek-2 berufsbildend	Upgrade GFA / iGestion	■	■													
HAE-2	KF	Implementierung neue Lösung			■												■
	PH	Implementierung neue Lösung			■				■								
	Übergreifend	Steuerung			■						■						
	Übergreifend	Unterstützungsmassnahmen			■							■					
HAE-3	Sek-2 berufsbildend	Implementierung kantonale Lösung						■			■		■				
	Primarstufe	Zusatzfunktionen				■			■								
	Übergreifend	Abwesenheit						■		■							
	Übergreifend	Vergütung / Spesen + Portfolio						■									■

- Ursprüngliche Planung im 2011
- Tatsächliche Durchführung (effektiv umgesetzt)
- Geplante Realisierungsschritte

Bericht "HAE 2. Los"

- 1 Projekt umbenannt in "Verwaltung der Lehrpersonen und Stellvertretungen".
- 2 Die Schnittstellen werden im Rahmen des Projekts "S1" realisiert, das selbst ausserhalb des HAE-Perimeters liegt.
- 3 Projektbezeichnung umbenannt (betrifft nur die französische Fassung).
- 4 Abgeschlossen, bereits im Rahmen des Projekts "Primeo" im Jahr 2015 durchgeführt.
- 5 Realisiert im Rahmen des Projekts "Lehrpersonen".
- 6 Nur "Portfolio der Lehrpersonen". Der Teil "Vergütung / Spesen" ist veraltet und wird nicht realisiert.

5. Schlussbemerkungen

Der Abschluss des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme entspricht einer von den Behörden anerkannten Notwendigkeit, insbesondere um den Verwaltungsaufwand der Schulen zu verringern, die gemeinsame Nutzung von Dossiers zu erleichtern, die Steuerung des Freiburger Bildungssystems zu vereinfachen, die Sicherheit der Informatiksysteme für die Schulverwaltung zu gewährleisten, den Schutz der Daten der Schülerinnen und Schüler sowie der Lehrpersonen zu garantieren und den Weg für die eGovernment-Funktionen zu ebnen. Dieses Projekt ist ein wesentlicher Bestandteil der Umsetzung der Bildungsstrategie in einer digitalen Welt.

Allgemein wird dadurch die Fähigkeit des Staates und des Bildungssystems, auf die zahlreichen Herausforderungen und Krisen unserer Zeit zu reagieren, erheblich erhöht.

Durch das Angebot zentraler Datenbanken und einer Architektur, die die Anzahl der IT-Lösungen minimiert, steht das Projekt *de facto* im Einklang mit der Strategie des Staates zur

Rationalisierung und Harmonisierung der Informationssysteme.

Dazu ersucht der Staatsrat den Grossen Rat um die Gewährung eines Zusatzkredits von insgesamt 3 438 000 Franken. Dies entspricht nominal betrachtet einer Überschreitung von 21,5% gegenüber den Schätzungen vom November 2011.

Das vorliegende Dekret hat keine direkten Auswirkungen auf den Personalbestand. Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Die Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und mit dem Europarecht wird nicht in Frage gestellt.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat ersucht Sie daher, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel pour la mise en œuvre du projet d'harmonisation des systèmes d'information pour l'administration des écoles

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);
Vu le message 2022-DICS-34 du Conseil d'Etat du 28 juin 2022;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement additionnel au crédit alloué par le Grand Conseil le 20 mars 2012 (ROF 2012_025), d'un montant de 3 438 000 francs, est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue de compléter le financement du projet d'harmonisation des systèmes d'information pour l'administration des écoles (HAE).

Dekret über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit für die Umsetzung des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);
nach Einsicht in die Botschaft 2022-DICS-34 des Staatsrates vom 28. Juni 2022;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Zur Ergänzung der Finanzierung des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme (HAE) wird bei der Finanzverwaltung ein zusätzlicher Verpflichtungskredit von 3 438 000 Franken zum Kredit des Grossen Rats vom 20. März 2012 (ASF 2012_025) eröffnet.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets annuels des services impliqués dans le projet et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 3

¹ Comme pour les deux premiers lots, le Conseil d'Etat renseigne le Grand Conseil sur l'utilisation des crédits après la réalisation du troisième (et dernier) lot du projet.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 2

¹ Die nötigen Zahlungskredite werden in den jährlichen Voranschlägen der am Projekt beteiligten Ämter aufgeführt und nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 3

¹ Wie bei den ersten beiden Losen (Programmteile) informiert der Staatsrat den Grossen Rat nach Abschluss des dritten (und letzten) Loses des Projekts über die Verwendung der Kredite.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.